

Brochure n° 3179

Convention collective nationale
IDCC : 1534. – ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE
ET DES COMMERCES EN GROS DES VIANDES

AVENANT N° 1 DU 11 SEPTEMBRE 2013
À L'ACCORD DU 21 MARS 2012 RELATIF AUX CQP

NOR : ASET1351137M
IDCC : 1534

Les partenaires sociaux de la branche des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes conviennent de modifier l'accord du 21 mars 2012 portant sur les certificats de qualification professionnelle (CQP).

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux employeurs entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes.

Article 2

Objet

Le présent accord constitue un avenant de révision tel qu'il est prévu par les articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Il modifie les alinéas 3 et 4 de l'article 3 de l'accord du 21 mars 2012 portant sur les certificats de qualification professionnelle (CQP).

Article 3

*Modification des alinéas 3 et 4 de l'article 3 de l'accord du 21 mars 2012
portant sur les certificats de qualification professionnelle (CQP)*

Les alinéas 3 et 4 de l'article 3 « Définition des certificats de qualification professionnelle » de l'accord du 21 mars 2012 portant sur les certificats de qualification professionnelle (CQP) sont modifiés et remplacés comme suit :

« Article 3

Définition des certificats de qualification professionnelle

Le CQP est un titre attestant, dans les conditions ci-après, d'une qualification professionnelle dans un emploi de la branche des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes ou d'une branche des industries alimentaires signataire de l'accord CQP IA du 20 juin 2007.

Les CQP reconnaissent un ensemble de connaissances (qualité, sécurité, hygiène, flux produits, outils installation, communication) et de savoir-faire professionnels nécessaires à l'exercice d'un emploi.

L'entreprise peut mettre en œuvre une démarche CQP, pour les nouveaux entrants (notamment dans le cadre de contrats en alternance) ou pour des salariés déjà présents dans l'entreprise, pour les 13 CQP communs aux industries alimentaires suivants :

- “Conducteur de machines” (niveau II de la grille de classification) ;
- “Ouvrier qualifié en nettoyage industriel” (niveau II) ;
- “Préparateur” (niveau II) ;
- “Attaché commercial” (niveau VII) ;
- “Télévendeur” (niveau III) ;
- “Gestionnaire de l'administration, du personnel et de la paie” (niveau V) ;
- “Agent de maintenance” (niveau III de la grille de classification) ;
- “Agent logistique” (niveau III) ;
- “Conducteur de ligne” (niveau IV) ;
- “Responsable d'équipe” (niveau V) ;
- “Responsable de secteur/d'atelier” (niveau VII) ;
- “Responsable d'équipe logistique” (niveau V) ;
- “Technicien de maintenance” (niveau III).

L'entreprise peut mettre en œuvre une démarche CQP, pour valoriser et reconnaître les compétences détenues par les salariés justifiant d'au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans l'activité concernée, s'agissant des six CQP spécifiques aux métiers de la branche de l'industrie et des commerces en gros des viandes :

- “Opérateur en 1^{re} transformation des viandes” (niveau III) ;
- “Opérateur en 2^e transformation des viandes” (niveau III) ;
- “Opérateur en 3^e transformation des viandes” (niveau III) ;
- “Opérateur en stabulation des animaux de boucherie” (niveau III) ;
- “Opérateur en traitement des cuirs et peaux” (niveau III) ;
- “Opérateur en préparation de commandes” (niveau III).

De la même manière, une démarche CQP peut être mise en œuvre à la demande du salarié, dès lors qu'il justifie de l'expérience professionnelle requise pour l'activité concernée (voir ci-dessus), aux fins de faire reconnaître et valider ses compétences.

La préparation d'un CQP nécessite un accompagnement pédagogique approprié conformément aux référentiels des CQP. »

Article 4

Dépôt et extension

Les parties signataires du présent accord conviennent de demander son extension ; le SNIV-SNCP étant chargé des formalités de dépôt et de demande d'extension dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 11 septembre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SNIV SNCP ;
SYNAFAVIA ;
CNTF ;
FNICGV ;
FNEAP.

Syndicats de salariés :

FNAA CFE-CGC ;

FGA CFDT ;

CSFV CFTC ;

FGTA FO.